

1 Santé publique

- Conseil : conclusions relatives au soutien des personnes atteintes de démence : améliorer les politiques et pratiques en matière de soins
- Conseil : enseignements tirés de l'épidémie d'Ebola en ce qui concerne la protection de la santé publique au sein de l'Union européenne
- Constitution d'un Corps médical européen afin de réagir plus rapidement aux situations d'urgence
- Cartographie de l'utilisation des Fonds structurels et d'investissement européens (Fonds ESI) dans le domaine de la santé

2 Médicaments et dispositifs médicaux

- Conseil : conclusions sur la médecine personnalisée
- Commission européenne : apposition de dispositifs de sécurité sur l'emballage des médicaments
- Commission européenne : inventaire des incitants pour l'examen et le développement des médicaments orphelins
- Commission européenne : étude sur le renforcement de la coordination entre les États membres dans le domaine de la régulation des prix des médicaments
- Conseil : conclusions sur la justification de l'exposition aux rayonnements ionisants à des fins d'imagerie médicale

3 Services de soins de santé dans le marché intérieur

- Belgique : transposition des directives européennes en matière de marchés publics
- Introduction de la carte professionnelle européenne

4 E-santé

- Réseau e-Health : directive sur la création de points de contact nationaux (PCN)

5 Politique sociale

- Commission européenne : projet de rapport conjoint sur la situation de l'emploi
- Commission européenne : emploi et développements sociaux en Europe en 2015
- Comité de la protection sociale (CPS) : aperçu des réformes récentes de la politique sociale
- Commission européenne : premier débat d'orientation sur le pilier européen des droits sociaux
- ESPN : rapport flash sur la réforme des soins de santé à Chypres
- Conseil : conclusions sur la gouvernance sociale dans une Europe inclusive

6 Politique économique

- Commission européenne : rapport sur la viabilité des finances publiques
- Commission européenne : nouvelles directives sur l'application du Pacte de stabilité et de croissance (PSC)
- Commission européenne : rapport sur la réalisation de la deuxième série de réformes en Grèce
- Commission européenne : déclaration à la suite d'une quatrième mission dans le cadre de la surveillance post-programme en Irlande
- Commission européenne : examen annuel de la croissance 2016 (EAC)
- Commission européenne : proposition de financement de l'assistance technique aux réformes structurelles
- Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS) : projets dans le secteur des soins de santé
- Commission européenne : publication des rapports par pays
- Parlement européen : note d'information sur l'exécution de la procédure relative aux déséquilibres macroéconomiques (PDM)

7 Traités commerciaux internationaux

- Commission européenne : déclaration à l'issue du 12e tour de négociations dans le cadre du Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP)
- Commission européenne : dispositions sur la fixation des prix et le remboursement des médicaments dans le cadre du TTIP
- Accord de libre-échange entre l'UE et le Vietnam
- Commission européenne : déclaration au lancement du 15e tour de négociations dans le cadre de l'accord sur le commerce des services (ACS)
- Parlement européen : recommandations concernant les négociations en vue d'un accord plurilatéral sur le commerce des services (ACS)
- Parlement européen : analyse de l'accord sur le commerce des services

8 Cour de Justice de l'Union européenne

- Arrêt : la réglementation grecque sur les services de garde n'est pas conforme à la directive de l'UE sur l'aménagement du temps de travail
- Arrêt : attribution d'un marché en vue de confier les services de transport médical aux associations de bénévolat
- Arrêt : exonération de la TVA pour les prestations de services liées à l'assistance sociale et à la sécurité sociale
- Conclusions de l'avocat général : champ d'application du règlement européen relatif aux allégations nutritionnelles et de santé portant sur des denrées alimentaires
- Demande de décision préjudicielle : exonération de la TVA pour les activités d'ostéopathie

9 Concurrence

- Hongrie : amende infligée pour cause de restriction de la concurrence dans le cadre de la vente de lentilles de contact
- France : contrôle de la tarification des prestations hospitalières à l'aune des critères fixés dans le cadre de la prestation d'un service d'intérêt économique général
- Analyse : fusion dans le secteur des implants médicaux
- Approbation sous conditions d'une reprise d'un fournisseur d'équipements dentaires
- Approbation de la création d'une entreprise commune entre Sanofi et Google dans le domaine du diabète
- Acquisition par Novartis des droits sur les indications auto-immunes d'un médicament développé par GSK

10 Procédures d'infraction

- Pologne : transposition des règles relatives aux normes de qualité et de sécurité du sang humain
- Italie : enquête sur les adjudications pour les services d'oxygénothérapie et de thérapies ventilatoires
- Royaume-Uni : amende infligée à une association dans le secteur de la chirurgie oculaire

11 Publications

- OCDE : Panorama de la santé
- Incidences de la mobilité des professionnels de la santé sur l'équité et l'efficacité des systèmes de soins de santé
- Mobilité des patients dans le contexte d'austérité et de l'Union européenne élargie : décision de la Cour européenne de justice dans l'affaire Petru

12 Divers

- Parlement européen : directive sur la protection des secrets d'affaires
- ONG : appel au rejet du projet de directive sur la protection des secrets d'affaires
- OMS : soutien à la réforme du système des soins de santé en Grèce
- FMI : conclusions provisoires de la mission en Belgique
- Conférence : « Health systems and EU law and policy »
- BMJ : le Brexit constitue une sérieuse menace pour la science et les soins de santé
- Grèce : approbation de l'assurance-maladie pour les citoyens vulnérables

1 Santé publique

➤ Conseil : conclusions relatives au soutien des personnes atteintes de démence : améliorer les politiques et pratiques en matière de soins

Dans ses conclusions, le Conseil demande d'améliorer la collaboration entre les États membres au sein du groupe des experts gouvernementaux sur la démence, en vue de faciliter non seulement l'échange des bonnes pratiques et le partage des informations sur les cadres politiques déjà existants, mais également d'aider les États membres à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies, des plans et des programmes nationaux sur la démence.

DOC [EN](#) - [NL](#) - [FR](#) HTML

➤ Conseil : enseignements tirés de l'épidémie Ebola en ce qui concerne la protection de la santé publique au sein de l'Union européenne

Ces conclusions nécessitent de mener une discussion sur l'amélioration des mécanismes de coordination dans la perspective de futurs incidents.

DOC [EN](#) - [NL](#) - [FR](#) PDF

➤ Constitution d'un Corps médical européen afin de réagir plus rapidement aux situations d'urgence

L'Union européenne a mis sur pied le Corps médical européen, qui a pour objectif d'aider à mobiliser les équipes médicales et de santé publique ainsi que les équipements en vue de faire face aux situations d'urgence à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Union européenne. À ce jour, la Belgique, la République tchèque, la Finlande, la France, le Luxembourg, l'Allemagne, l'Espagne, la Suède et les Pays-Bas ont déjà affecté des équipes et des équipements à la réserve volontaire.

DOC [EN/NL/FR](#) HTML

➤ Cartographie de l'utilisation des fonds structurels et d'investissement européens (Fonds ESI) dans le domaine de la santé

Ce rapport donne un aperçu des investissements prévus en matière de soins de santé dans le cadre des fonds ESI 2014-2020 ainsi que des investissements réalisés au cours du précédent programme de programmation 2007-2013. Il se compose d'une partie analytique couvrant l'UE dans son ensemble, et de fiches par pays.

DOC 1 [EN](#) HTML | DOC 2 [EN](#) HTML

2 Médicaments et dispositifs médicaux

➤ Conseil : conclusions sur la médecine personnalisée

La médecine personnalisée détermine à partir des caractéristiques d'une personne une stratégie thérapeutique qui lui est propre. Cette approche gagne du terrain depuis l'introduction d'une nouvelle génération de médicaments ciblant spécifiquement la base moléculaire des maladies. Dans ses conclusions, le Conseil demande de développer des principes communs pour la collecte des données de patients en vue de faciliter l'analyse des données à une plus grande échelle.

DOC [EN](#) - [NL](#) - [FR](#) PDF

➤ Commission européenne : apposition de dispositifs de sécurité sur l'emballage des médicaments

La Commission a publié un règlement fixant les modalités des dispositifs de sécurité apposés sur l'emballage des médicaments, à savoir un identifiant unique et un dispositif anti-effraction permettant de vérifier l'authenticité d'un médicament.

DOC 1 [EN](#) HTML | DOC 2 [EN/NL/FR](#) HTML

Commission européenne : inventaire des incitants pour l'examen et le développement des médicaments orphelins

La Commission a publié un inventaire des incitants prévus par l'Union et les États membres pour soutenir la recherche ainsi que le développement et la mise à disposition de médicaments orphelins.

DOC [EN](#) HTML

Commission européenne : étude sur le renforcement de la coordination entre les États membres dans le domaine de la régulation des prix des médicaments

L'étude analyse les options stratégiques des prix de référence externes (PRE) et de tarification différenciée (TD) pour examiner les possibles avantages d'une meilleure coordination stratégique entre les États membres dans le domaine de la régulation des prix des produits pharmaceutiques.

DOC [EN/FR](#) HTML

Conseil : conclusions sur la justification de l'exposition aux rayonnements ionisants à des fins d'imagerie médicale

Les conclusions relèvent que l'imagerie radiologique médicale est souvent utilisée de manière inappropriée et entraîne un niveau accru d'exposition des patients et des travailleurs. Dans le cadre de ces conclusions, il est demandé à la Commission de prêter attention, lorsqu'elle se penchera sur la mise en œuvre de la directive 2013/59/Euratom du Conseil, aux dispositions relatives à la justification appropriée de l'imagerie radiologique.

DOC [EN](#) - [FR](#) - [NL](#) PDF

3 Services de soins de santé dans le marché intérieur

Belgique : transposition des directives européennes en matière de marchés publics

Un projet de loi relatif aux marchés publics (Doc. parl., Chambre, 2015-2016, n° 54-1541/001) transpose les nouvelles directives européennes en matière de marchés publics (2014/24/UE). La directive prévoit un régime plus souple pour les services sociaux et les services de santé dans la mesure où ces services sont souvent prestés dans un cadre spécifique qui varie fortement d'un État membre à un autre.

DOC 1 [NL/FR](#) HTML | DOC 2 [NL](#) - [FR](#) PDF

Introduction de la carte professionnelle européenne

L'entrée en vigueur de la directive révisée sur la reconnaissance des qualifications professionnelle s'est accompagnée de l'introduction de la carte professionnelle européenne (« European Professional Card », EPC). Cette procédure électronique permet aux praticiens professionnels de faire reconnaître leurs qualifications professionnelles dans un autre État membre de l'UE. Actuellement, la procédure relative à la carte professionnelle s'applique aux infirmiers responsables des soins généraux, les pharmaciens et les physiothérapeutes.

DOC [EN](#) HTML

4 E-santé

➤ Réseau e-Health : directive sur la création de points de contact nationaux (PCN)

Le réseau e-Health, qui constitue un réseau bénévole d'États membres mis en place sur la base de la directive UE relative aux soins de santé, a adopté une directive qui vise à définir un cadre organisationnel pour la création de points de contact en matière d'e-Health. Les PCNs constituent des canaux de communication avec d'autres États membres et médiateurs pour la prestation de services.

DOC [EN](#) PDF

5 Politique sociale

➤ Commission européenne : projet de rapport conjoint sur la situation de l'emploi

Publié conjointement avec l'examen de la croissance 2016, ce rapport analyse la situation de l'emploi et la situation sociale dans l'UE ainsi que les mesures politiques prises par les États membres. Les réformes dans le domaine des soins de santé sont largement évoquées. Des chiffres sont également publiés sur les besoins médicaux non couverts dans différents États membres.

DOC [EN](#) - [NL](#) - [FR](#) PDF

➤ Commission européenne : emploi et développements sociaux en Europe en 2015

Dans son analyse annuelle de l'emploi et des développements sociaux, la Commission prête également attention à la protection sociale et aux soins de santé (chapitre 3.2.).

DOC [EN](#) HTML

➤ Comité de la protection sociale (CPS) : aperçu des réformes récentes de la politique sociale

Ce rapport met également en lumière les réformes accomplies dans les systèmes de soins de santé (chapitre 4).

DOC [EN](#) HTML

➤ Commission européenne : premier débat d'orientation sur le pilier européen des droits sociaux

Ce pilier des droits sociaux constituera un document de référence, à caractère juridique, et définira les valeurs et les principes fondamentaux partagés au niveau européen. Il devrait servir de cadre pour analyser les prestations sociales et les prestations en matière d'emploi, et notamment l'accès aux soins de santé de base.

DOC [EN](#) HTML

➤ ESPN : rapport flash sur la réforme des soins de santé à Chypres

Un rapport flash rédigé par le Réseau européen de politique sociale (ESPN) fournit des informations sur une réforme récente des soins de santé à Chypres.

DOC [EN](#) HTML

➤ Conseil : conclusions sur la gouvernance sociale dans une Europe inclusive

Ces conclusions insistent sur la nécessité de renforcer la participation de la société civile et des partenaires sociaux européens au processus du Semestre européen.

DOC [EN](#) - [FR](#) - [NL](#) PDF

6 Politique économique

Commission européenne : rapport sur la viabilité des finances publiques

Selon le rapport, il reste de nombreux défis à relever à moyen et à long terme. Il examine largement l'impact du vieillissement sur les dépenses publiques en matière de soins de santé et de soins de longue durée.

DOC [EN](#) HTML

Commission européenne : nouvelles directives sur l'application du Pacte de stabilité et de croissance (PSC)

Les directives proposent une nouvelle interprétation des règles existantes du PSC, en vue de favoriser les réformes structurelles ainsi que les investissements. Il est possible de s'écarter temporairement de la trajectoire d'ajustement convenue pour atteindre des objectifs budgétaires à moyen terme - comme la réalisation de réformes structurelles importantes dans les soins de santé - pour autant que ces réformes aient des effets budgétaires positifs à long terme.

DOC 1 [EN](#) HTML | DOC 2 [EN/NL/FR](#) HTML

Commission européenne : rapport sur la réalisation de la deuxième série de réformes en Grèce

Ces réformes constituent la condition préalable au paiement de la prochaine tranche du mécanisme de stabilité européen (MSE). La décision sur ce paiement avait été reportée de deux semaines en raison des progrès insuffisants accomplis dans trois domaines dont deux portent sur le secteur de la santé : un mécanisme de récupération dans le secteur hospitalier et une diminution du prix des prestations diagnostiques réalisées dans le secteur privé.

DOC [EN](#) PDF

Commission européenne : déclaration à la suite de la quatrième mission dans le cadre de la surveillance post-programme en Irlande

Selon cette déclaration, des efforts plus structurels sont nécessaires pour améliorer le rapport coût-efficacité dans les soins de santé, notamment dans les hôpitaux et au niveau des dépenses publiques pour les médicaments.

DOC [EN](#) HTML

Commission européenne : examen annuel de la croissance 2016 (EAC)

Dans son examen annuel de la croissance, la Commission expose les priorités économiques et sociales générales de l'UE et donne des orientations politiques aux États membres pour l'année à venir. L'examen annuel de la croissance marque le début du semestre européen 2016. Il insiste sur la nécessité de continuer à réformer les systèmes de soins de santé afin d'améliorer leur rapport coût-efficacité et de garantir leur accessibilité.

DOC 1 [EN](#) HTML | DOC 2 [EN](#) - [NL](#) - [FR](#) PDF | DOC 3 [EN/NL/FR](#) HTML

Commission européenne : proposition de financement de l'assistance technique aux réformes structurelles

Cette proposition vise à étendre l'assistance technique, fournie dans le cadre des programmes de réadaptation économique à Chypres et à la Grèce, à tous les États membres qui en font la demande. Un soutien peut également être fourni dans le cadre des réformes du secteur des soins de santé, notamment à l'occasion des recommandations spécifiques établies par pays.

DOC [EN](#) - [NL](#) - [FR](#) PDF

Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS) : projets dans le secteur des soins de santé

Le Fonds européen pour les investissements stratégiques contribue au financement des projets d'infrastructure et d'innovation. Sur les 42 projets approuvés à ce jour par la Banque européenne

d'investissement, 4 étaient issus du secteur de la santé : la construction de centres de première ligne en Irlande, la construction d'hôpitaux en Autriche et au Royaume-Uni et la recherche scientifique médicale en Espagne.

DOC 1 [EN](#) PDF | DOC 2 [EN](#) PDF

Commission européenne : publication des rapports par pays

Ces rapports par pays renferment une analyse annuelle des défis économiques et sociaux auxquels font face les États membres de l'UE, dont ceux relevant du secteur des soins de santé. Ils constituent un instrument de suivi des réformes politiques réalisées dans le cadre du semestre européen et servent de base aux recommandations spécifiques par pays, qui seront publiées en juin. Pour les 18 États membres, les rapports contiennent également une évaluation approfondie dans le cadre de la procédure relative aux déséquilibres macroéconomiques.

DOC 1 [EN/NL/FR](#) HTML | DOC 2 [EN](#) HTML

Parlement européen : note d'information sur l'exécution de la procédure relative aux déséquilibres macroéconomiques (PDM)

Cette note reflète la situation des États membres concernant la procédure relative aux déséquilibres macroéconomiques. Il y est fait référence aux soins de santé en Bulgarie, en Espagne, en Croatie, en Slovénie et en Roumanie.

DOC [EN](#) PDF

7 Traités commerciaux internationaux

Commission européenne : déclaration à l'issue du 12e tour de négociations dans le cadre du Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP)

Le négociateur en chef de l'UE estime que des progrès importants ont été engrangés au niveau de la collaboration en matière de réglementation au sein de certains secteurs, dont celui des dispositifs médicaux et des médicaments. Des discussions sont également en cours au sein du secteur des services pour faciliter p.ex. la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles.

DOC [EN](#) PDF

Commission européenne : dispositions sur la fixation des prix et le remboursement des médicaments dans le cadre du TTIP

En réponse à une question posée par le Parlement européen, la Commission européenne signale que les États-Unis ont manifesté leur intérêt d'ajouter dans le TTIP des dispositions sur la fixation des prix et le remboursement des médicaments. Compte tenu des fortes disparités entre les systèmes de soins de santé de l'Union européenne et des États-Unis, la Commission estime que cela n'est pas souhaitable.

DOC [EN](#) HTML

Accord de libre-échange entre l'UE et le Vietnam

L'accord contient des dispositions sur le commerce de biens et de services, les investissements, les marchés publics, la propriété intellectuelle, les barrières non tarifaires, les mesures de protection de la santé et les obstacles commerciaux techniques. Il comporte également un chapitre sur la protection des investissements. Il s'accompagne d'une annexe relative aux médicaments et aux dispositifs médicaux. Le texte doit encore être ratifié par le Parlement et le Conseil.

DOC [EN](#) HTML

Commission européenne : déclaration au lancement du 15e tour de négociations dans le cadre de l'accord sur le commerce des services (ACS)

La Commission signale dans cette déclaration qu'elle ne souhaite plus que cet accord traite des questions autres que purement commerciales. Elle souhaite par exemple exclure les soins de santé financés par les autorités publiques et la transférabilité des assurances. L'UE souhaite s'assurer que la qualité des soins de santé ou d'autres services publics ne sera pas compromise.

DOC [EN](#) HTML

Parlement européen : recommandations concernant les négociations en vue d'un accord plurilatéral sur le commerce des services (ACS)

Dans sa résolution, le Parlement demande à la Commission d'exclure les services d'intérêt économique, en ce compris les soins de santé, les services sociaux et les systèmes de sécurité sociale, du champ d'application de l'accord. Il demande également que les États puissent décider de renationaliser les services jadis ouverts à la concurrence des acteurs privés.

DOC [EN](#) - [NL](#) - [FR](#) PDF

Parlement européen : analyse de l'accord sur le commerce des services

Le Parlement européen a également publié une analyse sur les négociations menées en vue d'aboutir à un accord sur le commerce des services.

DOC [EN](#) PDF

8 Cour de Justice de l'Union européenne

Arrêt : la réglementation grecque sur les services de garde n'est pas conforme à la directive de l'UE sur l'aménagement du temps de travail

Dans l'affaire C-180/12, la Cour déclare que la législation grecque qui autorise les médecins à travailler pendant 24 heures consécutives, voire davantage, est contraire au droit de l'UE. En déterminant que les 24 heures de repos accordées aux médecins peuvent être reportées jusqu'à une semaine à compter du jour de la réalisation de la garde active, la législation grecque est en contradiction avec la directive UE sur l'aménagement du temps de travail.

DOC [FR](#) HTML

Arrêt : attribution d'un marché en vue de confier les services de transport médical aux associations de bénévolat

Dans l'affaire C-50/14, la Cour estime qu'une réglementation nationale peut permettre aux autorités locales de confier, par voie d'attribution directe et sans publicité, une activité de transport médical aux associations de bénévolat, pour autant que le cadre légal et conventionnel dans lequel se déploie l'activité de ces organismes contribue effectivement à une finalité sociale ainsi qu'à la poursuite des objectifs de solidarité et d'efficacité budgétaire.

DOC [EN/NL/FR](#) HTML

Arrêt : exonération de la TVA pour les prestations de services liées à l'assistance sociale et à la sécurité sociale

Selon l'arrêt rendu dans l'affaire C-335/14, les prestations qui consistent à mettre à disposition des logements adaptés à des personnes âgées et les prestations de soins et de soutien que les résidences-services sont tenues d'offrir aux personnes âgées, sont exemptées de la TVA, pour autant qu'elles revêtent un caractère social. À cet égard, il n'est pas pertinent de savoir si l'exploitant d'une résidence-services bénéficie de subsides ou de toute autre forme d'avantage ou d'intervention financière de la part des pouvoirs publics.

DOC [EN/NL/FR](#) HTML

➤ **Conclusions de l'avocat général : champ d'application du règlement européen relatif aux allégations nutritionnelles et de santé portant sur des denrées alimentaires**

Dans l'affaire C-19/15, la Cour doit se prononcer sur la question de savoir si les dispositions de ce règlement sont applicables lorsque de telles allégations portant sur une denrée destinée à être fournie directement au consommateur final sont formulées dans des communications commerciales qui s'adressent exclusivement à des praticiens professionnels. Selon l'avocat général, ces dispositions s'appliquent lorsque les communications tendent en fait à atteindre de façon indirecte, à savoir par le truchement des praticiens professionnels, le consommateur.

DOC [NL/FR](#) HTML

➤ **Demande de décision préjudicielle : exonération de la TVA pour les activités d'ostéopathie**

Dans l'affaire C-531/15, la question se pose de savoir si les thérapies non conventionnelles, notamment l'ostéopathie, doivent être considérées ou non comme une activité paramédicale dans le cadre de la directive TVA.

DOC [EN/NL/FR](#) HTML

9 Concurrence

➤ **Hongrie : amende infligée pour cause de restriction de la concurrence dans le cadre de la vente de lentilles de contact**

L'autorité de concurrence hongroise, le GVH, a estimé qu'en instaurant un système de réduction au détriment des détaillants en ligne de lentilles de contact et de produits de soins, les deux entreprises en questions limitaient la concurrence.

DOC [EN](#) HTML

➤ **France : contrôle de la tarification des prestations hospitalières à l'aune des critères fixés dans le cadre de la prestation d'un service d'intérêt économique général**

Dans le cadre d'une affaire introduite par la Fédération de l'hospitalisation privée, le Conseil d'État français a contrôlé la tarification hospitalière à l'aune des critères fixés pour les aides d'état octroyés sous forme de compensations au titre de service public d'intérêt économique général tels que définis dans la décision de la Commission européenne du 20 décembre 2011 (les critères dits Altmark).

DOC [FR](#) HTML

➤ **Analyse : fusion dans le secteur des implants médicaux**

Cet article analyse l'enquête effectuée par la Commission avant l'adoption de la décision de fusion au sein du secteur des implants médicaux (Zimmer-Biomet). Les marchés géographiques au sein de ce secteur sont nationaux et ce, en raison des caractéristiques propres à l'achat et des inscriptions nationales, mais la production dépasse le cadre des différents États.

DOC [EN](#) PDF

➤ **Approbation sous conditions d'une reprise d'un fournisseur d'équipements dentaires**

La Commission européenne a approuvé, sous certaines conditions, le projet de reprise de Sirona, fournisseur d'équipements dentaires, par Dentsply. Ces deux entreprises sont toutes deux établies aux États-Unis.

DOC [EN/FR](#) HTML

➤ **Approbation de la création d'une entreprise commune entre Sanofi et Google dans le domaine du diabète**

La Commission européenne a approuvé la création d'une entreprise commune entre Aventis Inc., une filiale de Sanofi SA France, et Life Sciences LLC, une filiale d'Alphabet Inc. US (la société holding de Google Inc). L'entreprise commune offrira des services pour la gestion et le traitement du diabète.

DOC [EN](#) HTML

➤ **Acquisition par Novartis des droits sur les indications auto-immunes d'un médicament développé par GSK**

La Commission a approuvé l'acquisition par Novartis des droits sur le développement et le marketing des indications auto-immunes — comme la sclérose en plaques — du médicament ofatumumab de l'entreprise pharmaceutique britannique GlaxoSmithKline (GSK).

DOC [EN](#) HTML

10 Procédures d'infraction

➤ **Pologne : transposition des règles relatives aux normes de qualité et de sécurité du sang humain**

La Commission saisit la Cour de justice de l'Union européenne d'un recours contre la Pologne pour transposition incomplète des règles en matière de qualité et de sécurité du sang humain.

DOC [EN/FR](#) HTML

➤ **Italie : enquête sur les adjudications pour les services d'oxygénothérapie et de thérapies ventilatoires**

L'autorité de concurrence italienne ouvre une enquête sur les adjudications pour les services d'oxygénothérapie et de thérapies ventilatoires à domicile (Gare ossigenoterapia e ventiloterapia).

DOC [EN](#) HTML

➤ **Royaume-Uni : amende infligée à une association dans le secteur de la chirurgie oculaire**

L'autorité de concurrence britannique, la CMA, a adopté une décision de constat d'infraction à l'encontre de Consultant Eye Partnership (CESP) Ltd, une association d'ophtalmologues.

DOC [EN](#) HTML

11 Publications

➤ **OCDE : Panorama de la santé**

Cette nouvelle édition du Panorama présente les données les plus récentes comparables relatives aux prestations des soins de santé dans les États de l'OCDE.

DOC [EN](#) - [FR](#) HTML

➤ **Incidences de la mobilité des professionnels de la santé sur l'équité et l'efficacité des systèmes de soins de santé**

Cette note de politique évalue comment les États membres peuvent gérer les incidences de la mobilité des professionnels de la santé en termes d'efficacité et d'équité et adopter des politiques dans le contexte du Code de pratiques de l'OMS et de la libre circulation au sein de l'UE.

DOC [EN](#) HTML

➤ **Mobilité des patients dans le contexte d'austérité et de l'Union européenne élargie : décision de la Cour européenne de justice dans l'affaire Petru**

Cet article analyse l'arrêt Petru dans le contexte des mesures d'économie imposées en matière de soins de santé dans l'UE élargie.

DOC [EN](#) HTML

12 Divers

➤ **Parlement européen : directive sur la protection des secrets d'affaires**

Le Comité des affaires juridiques du Parlement européen a adopté la directive relative à la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués (secrets d'affaires) contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites. Le texte est basé sur un compromis avec le Conseil et doit encore être approuvé en séance plénière par le Conseil.

DOC 1 [EN](#) HTML | DOC 2 [EN/FR](#) HTML | DOC 3 [EN](#) PDF

➤ **ONG : appel au rejet du projet de directive sur la protection des secrets d'affaires**

Le jour précédant le vote de la directive, certains organismes de la société civile, œuvrant également au sein du secteur de la santé ont insisté pour rejeter la proposition de directive. Elles mettent en garde notamment contre les conséquences de ce texte en matière de transparence et ce, dans l'intérêt général. Leur préoccupation porte notamment sur les informations relatives à la sécurité et aux effets des médicaments, ainsi que sur les données relatives aux essais cliniques.

DOC [EN](#) PDF

➤ **OMS : soutien à la réforme du système des soins de santé en Grèce**

La section européenne de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a renouvelé sa collaboration avec le ministère grec de la santé. L'initiative intitulée « Renforcement de la capacité de couverture universelle » entend soutenir les priorités fixées à moyen terme dans le cadre de la réforme du secteur de la santé.

DOC [EN](#) HTML

➤ **FMI : conclusions provisoires de la mission en Belgique**

Cette déclaration décrit les constats provisoires établis à la suite d'une visite officielle des collaborateurs du Fonds monétaire international (FMI). Selon cette déclaration, l'efficacité des dépenses de santé pourrait être améliorée en assurant une meilleure maîtrise des plafonds budgétaires et en poursuivant la réduction du coût des médicaments et des frais d'hospitalisation.

DOC [EN](#) HTML

➤ **Conférence : « Health systems and EU law and policy »**

La conférence « Health systems and EU law and policy, the state of the art and direction of travel », organisée par l'INAMI, l'OSE et l'université de Sheffield, s'articulait autour de trois thèmes : (1) la mobilité des patients et des praticiens professionnels ; (2) les soins de santé dans la gouvernance économique européenne et (3) les soins de santé dans les accords commerciaux internationaux. Les présentations et les extraits audio sont disponibles.

DOC [EN](#) HTML

➤ **BMJ : le Brexit constitue une sérieuse menace pour la science et les soins de santé**

Les experts tirent la sonnette d'alarme et soulignent qu'un Brexit constituerait une sérieuse menace pour la science et les soins de santé.

DOC [EN](#) HTML

➤ **Grèce : approbation de l'assurance-maladie pour les citoyens vulnérables**

Le Parlement grec a voté une proposition de loi en vue de pouvoir offrir une assurance maladie aux citoyens vulnérables et d'alléger ainsi l'impact des mesures d'assainissement imposées à la suite du plan de l'opération de sauvetage sur les personnes démunies.

DOC [EN](#) HTML

Brèves sur les soins de santé en Europe

Lettre d'information électronique de l'Observatoire social européen (OSE asbl),
éditée pour le compte de l'INAMI.

Rédaction : Rita Baeten et Dalila Ghailani

baeten@ose.be

www.ose.be

La lettre est disponible en anglais, français et néerlandais.

Pour s'abonner à la lettre :

www.ose.be/health_newsletter/